

Se méfier de l'eau qui dort...

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

20 juin 2014

À la veille d'une période réputée tranquille pour cause de vacances, et sous couvert d'une tranquillité de façade, l'actualité de la Guadeloupe aura rarement été aussi dense et aussi délicate qu'aujourd'hui. Deux dossiers sont épais, ténus, épineux. Ce sont des poudrières qui peuvent à tout moment sauter. Au premier rang, la question de l'eau qui continue à creuser son sillon dans d'extrêmes complications et à agiter les esprits. Résumons : un opérateur est mis à genoux, le SIAEAG dont la mise à mort arrangerait bien certains mais pas d'autres. Signalons au passage qu'il était l'émanation d'un grand nombre de communes. Or, les élus n'ont rien fait pour déprogrammer sa lente agonie. Certains l'ont même carrément poussé vers la tombe ! Du coup, c'est la danse de Saint Guy autour d'un syndicat dont l'avenir est plus qu'incertain. Mais ce n'est pas tout. Il y a aussi la Générale des eaux qui estime avoir traversé une longue période de disette et qui maintenant en veut davantage. La filiale de Véolia menace de quitter la Guadeloupe si les travaux de remise en état du réseau ne sont pas mis en œuvre. Problème : cela coûterait entre 680 millions et 1,5 milliard d'euros selon les obédiences. Or, visiblement ce débours n'était prévu par personne. Ni par les collectivités ni par l'État. Reste encore les communautés d'agglomération. La majorité d'entre elles est fort désargentée, mais elles n'entendent pour rien au monde renoncer à leurs prérogatives. Et puis, il y a les grandes manœuvres sur fond de communication politique. Et là, c'est un avant-goût ou un prolongement - c'est selon — de la querelle Lurel/Gillot en vue des prochaines élections régionales. Le tout sous le regard goguenard d'un État qui répète jusqu'à plus soif : l'État accompagnera... fin de l'épisode. Et puis il y a le dossier de l'université. Après moult perturbations, une grève assez dure sur le pôle Guadeloupe, un débat animé, y compris dans les colonnes du Courrier de Guadeloupe, il avait semblé qu'au final, les tenants de l'université Antilles tinssent le bon bout. Un décret est en cours de rédaction. Il devrait être favorable à la thèse d'une université Antilles. Et puis patatras. Les e-mails partent dans tous les sens. Le décret ne serait pas celui qui

avait été promis. Un comité de défense invite les supporters de la présidente Corinne Mancé-Caster à venir la soutenir. Le ministère serait revenu sur les accords et garanties qu'il avait donnés à la présidente. Avant, Raphaël Confiant avait déjà rué dans les brancards dénonçant l'initiative de Victorin Lurel qui entendait que l'autonomie promise aux deux pôles soit - je cite le président de Région — inscrite dans le marbre et aussi - ce que n'a pas du tout apprécié le romancier martiniquais — qu'il soit mis fin aux fonctions de Corinne Mancé-Caster au plus tard au 1er février 2015. Bref, c'est l'éternelle querelle Guadeloupe/Martinique mue par les intérêts divergents des deux territoires que d'aucuns voudraient nier. Quoi de plus normal qu'un président de région de la Guadeloupe défende les intérêts de la Guadeloupe ? La différence avec ce qui se pratiquait autrefois c'est qu'il le fait ouvertement. Et c'est sans doute mieux ainsi.